



**PREFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Bureau de la réglementation  
et des élections

## **ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral complémentaire  
N° DCL-BRENV-2023-311-2  
Siège social : SARP CENTRE-EST  
160 Rue Pierre Fallion  
69140 RILLIEUX-LA-PAPE**

**Etablissement du Creusot  
205 Allée Gabriel Jars  
71200 Le Creusot**

**LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 et R.181-45 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-22-116 du 26 octobre 1993 autorisant la SANIVEM à exploiter un centre de transit de déchets industriels, ZA du Bois de Chanliau, sur le territoire de la commune de Le Creusot ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 6 novembre 2003 au nom de la SAS SARP CENTRE EST ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-01007 du 17 mars 2011 relatif à la surveillance des eaux souterraines ;

Vu le mémoire de cessation d'activité de SARP CENTRE EST de septembre 2019 ;

Vu le rapport du 04 octobre 2023 de l'unité interdépartementale du Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisant suite à l'inspection des installations du 27 juin 2023 ;

Considérant que les investigations réalisées par la société SARP CENTRE EST dans le cadre de la cessation d'activité ont mis en évidence 2 zones impactées par l'activité du site :

- zone impactée en tétrachloroéthylène à proximité de l'ancien local DTQD,
- zone impactée en HAP à proximité des bennes en fosse.

Considérant que ces pollutions sont en lien avec les activités exercées par la société SARP CENTRE EST sur son site du Creusot ;

Considérant que ces zones sont impactées par des pollutions qu'il convient de supprimer ou à défaut d'en maîtriser les impacts conformément à la méthodologie nationale en matière de site et sols pollués ;

Considérant que les investigations réalisées par la société SARP CENTRE EST ont mis en évidence un impact des eaux souterraines et que le mémoire de cessation d'activité de SARP CENTRE EST de septembre 2019 préconise la poursuite de surveillance de la qualité des eaux en ajoutant les paramètres COHV à surveiller ;

Considérant que l'inspection des installations classées doit disposer d'un bilan du suivi de la qualité des eaux souterraines au terme de quatre années de suivi pour pouvoir juger de l'arrêt ou de la poursuite de cette surveillance ;

Considérant dès lors qu'il convient d'imposer dans les formes de l'article R. 181-45 du code de l'environnement les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La société SARP CENTRE EST, dont le siège social est 160 rue Pierre Fallion – 69140 RILLIEUX LA PAPE, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour son site implanté 205 Allée Gabriel Jars - 71200 LE CREUSOT.

### **ARTICLE 2 – ABROGATION**

Les articles 4 et 4.1 de l'arrêté n° 11-01007 du 17 mars 2011 relatif à la surveillance des eaux souterraines sont abrogés et remplacés par les articles suivants.

### **ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

#### **3.1. Surveillance**

Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont disposés en amont et en aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement des nappes aquifères sous-jacentes (a minima 1 ouvrage amont et 2 ouvrages aval).

Sur la base de ces piézomètres et des paramètres définis ci-après, l'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines sur les ouvrages précités à une fréquence semestrielle (période de « basses eaux » et « hautes eaux ») sur une période de quatre ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de quantification retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Les paramètres analytiques à rechercher sont les suivants :

- les métaux lourds (As, Cd, Cr III, Cr VI, Hg, Ni, Pb, Sn) ;
- les hydrocarbures (fraction C10-C40) ;
- les BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, o-, m- et p- Xylène) ;
- les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- les Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV)

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement, ainsi que les paramètres suivants : pH, oxygène dissous, potentiel d'oxydoréduction, température, conductivité.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer cette surveillance. En particulier, il s'assure du maintien de l'intégrité physique des piézomètres et réalise régulièrement les opérations d'entretien de leurs abords. L'exploitant veille par ailleurs à ce que ces ouvrages ne constituent pas une zone de transfert vers la nappe de polluants lors de pertes de confinement ou par les eaux d'extinctions d'incendie.

#### **3.2. Transmission des résultats de surveillance**

Les résultats de la surveillance sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Le rapport précise, outre le résultat des contrôles accompagné de commentaires :

- pour les paramètres référencés à l'article 5.1 : l'emplacement du prélèvement, l'unité de mesure et la norme utilisée pour l'analyse,

- pour les mesures de niveaux des eaux : les conclusions quant au sens d'écoulement de la nappe constaté lors de la période de mesure.

Le rapport reprend l'historique des mesures antérieures et examine et commente l'évolution pour chaque paramètre et chaque ouvrage de suivi. Le cas échéant, des propositions sont établies.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, et notamment si les résultats de la surveillance des eaux souterraines mettent en évidence une évolution de la pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si les travaux de réhabilitation sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

### **3.3. Bilan quadriennal**

Au terme des quatre années de suivi de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant réalise le bilan des résultats de la surveillance et propose, en le justifiant, la prolongation, la modification, voire l'arrêt de la surveillance.

Ce bilan est adressé au préfet, avec une copie à l'inspection des installations classées, au plus tard dans les six mois qui suivent la réception des derniers résultats de la surveillance.

## **ARTICLE 4 – GESTION DES SOLS IMPACTES**

L'exploitant proposera sous 5 mois à l'inspection des installations classées, un plan de gestion des zones impactées suivantes identifiées lors des diagnostics réalisés en 2010, 2016 et 2019 :

- zone impactée en tétrachloroéthylène à proximité de l'ancien local DTQD,
- zone impactée en HAP à proximité des bennes en fosse.

## **ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent l'arrêté est déposée à la mairie du Creusot et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Creusot pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 6. EXECUTION – AMPLIATION**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL BFC) chargé de l'inspection des installations classées, le maire du Creusot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

A Mâcon, le **07 NOV. 2023**

Le Préfet

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

.../...

## DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
  - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).